



### Décision n° 2018-320

autorisant un rassemblement automobile  
sur voies ouvertes à la circulation du public  
dans le territoire du Parc national du Mercantour

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU les articles L.331-4-1, L. 331-10, L.331-26, R.331-66 et R.331-68 du code de l'environnement,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 32 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté ministériel en date du 06 octobre 2015 – NOR : DEVL1522717A - portant nomination de Laurent SCHEYER aux fonctions de directeur par intérim au sein de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande déposée le 04 août 2018 par Monsieur Christian GUIOLLARD, Président du Moto Club Sénas-Durance,

Considérant que cette manifestation consiste en un rassemblement automobile organisé dont les participants vont s'insérer dans la circulation publique des autres véhicules et usagers non motorisés (cyclistes) de la route touristique de la Bonette, sans notion de vitesse ni de mesure de temps de parcours,

Considérant le nombre très restreint de participants annoncé par le demandeur, dont le nombre prévu sera inférieur à 50 véhicules,

Considérant toutefois que la circulation des véhicules terrestres à moteur génère des nuisances sonores non négligeables liées au bruit des moteurs additionné aux bruits de roulement, comme en témoigne l'étude acoustique réalisée à l'automne 2017 sur cette route de montagne,

Considérant que ces nuisances sonores sont amplifiées par des effets d'écho et de réverbération des sons contre les parois rocheuses formant la topographie des lieux, amplifiant leur durée et leur propagation jusqu'en des lieux éloignés de la route elle-même,

Considérant que l'objectif I de la Charte définit le cœur du parc national comme « *un espace de découverte, de quiétude, de ressourcement et d'inspiration* », où « *le cœur du parc se visite en tout premier lieu à pied* » et où « *les pratiques sportives ou de loisir qui sont promues dans le cœur accordent une large place à la contemplation et à la lenteur. Elles préservent, en tous lieux et conditions, le calme des lieux* »,

Considérant que la modalité 32 d'application de la réglementation indique que « *le directeur prend en compte notamment les impacts de la manifestation projetée sur le milieu naturel, les habitats naturels, le dérangement des animaux ainsi que le respect de l'environnement et des autres usagers dans l'organisation de la manifestation* »,

Décide

Article 1-

L'Association « Moto club Senas-Durance », représentée par son Président Monsieur Christian GUIOLLARD et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à organiser une randonnée de motos anciennes dénommée « Tour de Provence ».

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la date du le vendredi 24 août 2018 sur les routes métropolitaines et communales traversant le cœur du Parc national au niveau des gorges de Valabres, secteur de la Bonette et la route départementale du Col de la Cayolle ; et le 25 août 2018 sur le secteur du Col de la Cayolle.

Article 3 :

La manifestation décrite par le bénéficiaire dans sa demande est prévue dans les conditions suivantes :

- *nature de l'épreuve : randonnée de motos anciennes sans classement ni mesure de vitesse ;*
- *absence de spectateurs ;*
- *nombre maximal de participants prévu : 50 maximum*
- *moyens motorisés de l'organisation : 3 véhicules d'assistance*
- *itinéraire de l'étape se déroulant pour partie en cœur de parc :*
  - \* 24 août : Annot – Entrevaux – Puget Theniers – Pont de Cians – Beuil – St Sauveur sur Tinée – Isola – St Etienne de Tinée – Col de la Bonette – Jausiers – Barcelonnette – Col de la Cayolle – Entraunes – Guillaumes – Daluis – Pont de Gueydan – Annot.
  - \* 25 août : Annot – Pont de Gueydan – Daluis – Guillaumes – Entraunes – Col de la Cayolle – Uvernet – Col d'Allos – Allos – Colmars - Annot

Article 4 : prescriptions générales

Dans le cœur du Parc national, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes :

- 4.1. L'établissement de zone de regroupement ou de ravitaillement n'est pas autorisé dans le cœur du Parc national.
- 4.2. L'usage des avertisseurs sonores des véhicules est interdit dans le cœur du parc national, hors cas de danger immédiat et sans prolongation intempestive.
- 4.3. L'effectif maximal admis dans le cœur du parc national, y compris les moyens motorisés de l'organisation, n'excédera pas 50 véhicules.

Article 5 : prescriptions relatives à l'information des participants

Le bénéficiaire est également tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes, à destination des participants au rassemblement :

5.1. L'entrée et la sortie des tronçons situés dans le cœur de Parc (cf. article 3) seront indiquées dans les road-book et autres outils individuels de visualisation des itinéraires remis aux participants , avec a minima la mention complémentaire suivante : « strict respect des limitations de vitesse en vigueur ».

5.2. La copie du courrier du directeur de l'Établissement public du Parc national annexé à la présente décision et un exemplaire de la plaquette transmis concomitamment seront distribués aux participants lors du briefing de départ, pour attirer leur attention sur le fait qu'ils traversent un espace protégé d'une valeur patrimoniale et paysagère exceptionnelle. Il y sera également précisé la réglementation générale qui s'y applique (cf. article 7).

#### Article 6 : prescriptions relatives à la prise d'images et de sons

La présente décision vaut autorisation de prise d'images et de sons dans un cadre professionnel ou à but commercial, aux conditions suivantes :

6.1. Le bénéficiaire remettra aux professionnels chargés des prises d'images et de sons, une attestation ou accréditation nominative à produire en cas de contrôle sur site.

6.2. L'autorisation de prise d'images et de sons est exclusivement réservée à la couverture médiatique du rassemblement à l'exclusion de tout autre sujet.

6.3. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres. Tout survol d'aéronef motorisé (y compris drone) à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé en cœur de Parc national.

#### Article 7 :

Le bénéficiaire et les participants au rassemblement devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur de Parc national, notamment en ce qui concerne les interdictions suivantes:

- pas d'introduction de chiens. Ceux-ci devront rester dans le véhicule en cas d'arrêt ;
- pas de publicité ;
- pas d'inscription, graffiti, marquage permanent ou temporaire au sol, sur les arbres, sur les rochers ou tout autre élément fixe naturel ou artificiel ;
- pas d'abandon de déchets, détritux ;
- pas de survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol, y compris drone et même en-dehors du cadre professionnel ou d'un objectif commercial.

#### Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### Article 9 :

La présente décision ne vise qu'à limiter l'impact du rassemblement sur le milieu naturel, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire, seul organisateur de ce rassemblement, en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 20 Août 2018

 Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour  
Laurent SCHEYER